

# VINCI

## **Rapport complémentaire du Conseil d'administration du 4 février 2016 sur l'augmentation de capital réservée aux salariés de VINCI et de ses filiales françaises dans le cadre du plan d'épargne du Groupe en France**

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

Aux termes de la vingt-septième résolution de l'assemblée générale mixte du 14 avril 2015, vous avez autorisé le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois et pendant un délai de vingt-six mois, à des émissions d'actions destinées à être souscrites exclusivement par les salariés de VINCI et de ses filiales adhérant aux plans d'épargne du Groupe institués à l'initiative de VINCI.

Le Conseil d'administration a décidé, le 4 février 2016, de procéder à une émission d'actions nouvelles d'une valeur nominale de 2,50 € dans les conditions suivantes :

- Pour la prochaine opération réservée aux salariés de VINCI et de ses filiales françaises dans le cadre du plan d'épargne du Groupe en France, la période de souscription commencera le 2 mai 2016 et s'achèvera le 31 août 2016. Les actions souscrites par le FCPE Castor Relais 2016/2 - ce fonds ayant vocation à être fusionné avec le FCPE Castor lors de la réalisation de cette augmentation de capital réservée - seront intégralement libérées à la souscription et porteront jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 2016.
- Le prix de souscription a été fixé à 95 % de la moyenne des premiers cours cotés lors des vingt séances de bourse ayant précédé le 4 février 2016, soit à 56,62 € par action nouvelle à émettre, prix correspondant à 2,50 € de valeur nominale et à 54,12 € de prime d'émission.
- Conformément au plafond défini par la vingt-septième résolution de l'assemblée générale mixte du 14 avril 2015, le Conseil d'administration s'assurera que le nombre total d'actions susceptibles d'être émises sur le fondement de cette délégation de compétence n'excède pas 1,5 % du nombre des actions composant le capital social au moment où le Conseil d'administration prend sa décision. Si le plafond de 1,5 % est atteint, la procédure prévue par le règlement du plan d'épargne pour réduire le nombre d'actions à émettre, ou pour annuler l'opération devra être appliquée.

Le nombre maximum d'actions qui peut être émis par rapport au nombre d'actions composant le capital social au 31 janvier 2016 s'élève à 5 374 686, ce montant étant obtenu de la façon suivante :

	Nombre d'actions	%
Capital social au 31 janvier 2016	589 358 683	100,00 %
Plafond de 1,5 % de l'autorisation consentie par l'AGM le 14 avril 2015	8 840 380	1,50 %
Utilisations depuis le 14 avril 2015	3 465 694	0,59 %
Nombre maximum d'actions pouvant être émises au titre de ce plafond de 1,5 %	5 374 686	0,91 %

Ces données seront ajustées en fonction de l'évolution du capital social.

## Incidence de l'émission d'un nombre maximum de 5 374 686 actions nouvelles :

- un actionnaire détenant 1 % du capital de VINCI et ne souscrivant pas à l'augmentation de capital verrait sa participation ramenée à 0,99 % du capital social :

	<u>VINCI</u>	<u>Actionnaire</u>	
	Nb d'actions	Nb d'actions	%
Capital au 31 janvier 2016	589 358 683	5 893 586	1,00 %
Nombre maximum d'actions pouvant être émises	5 374 686	0	
Capital après augmentation	594 733 369	5 893 586	0,99 %

- la quote-part des capitaux propres consolidés part du Groupe au 31 décembre 2015 en normes IFRS, rapportée au nombre d'actions composant le capital social au 31 janvier 2016 hors actions auto-détenues et instruments dilutifs, s'élève à 27,25 € par action ; pour un actionnaire ne souscrivant pas à l'augmentation de capital, elle passerait à 27,55 €, compte-tenu du nombre maximum d'actions pouvant être émises et des instruments dilutifs :

	Nombre d'actions au 31/01/16 hors actions auto-détenues	Capitaux propres en K€	Quote-part en €
Capitaux propres consolidés part du groupe au 31 décembre 2015 en normes IFRS	554 729 856	15 118 573	27,25
Augmentation maximum autorisée	5 374 686	304 315	56,62
Instruments dilutifs*	7 555 526	215 509	28,52
Capitaux propres après augmentation	567 660 068	15 638 397	27,55

\* options de souscription, actions de performance et actions attribuées dans le cadre des plans d'incitation à long-terme

- compte tenu du prix d'émission et du volume de l'opération, l'opération ne devrait pas avoir d'incidence significative sur la valeur boursière de l'action.

Le présent rapport complémentaire est établi en application de l'article R225-116 du code de commerce.

Rueil-Malmaison, le 4 février 2016  
Le Conseil d'administration